



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE

PRÉFET DE L'YONNE

DIRECTION DES
COLLECTIVITES ET
DES POLITIQUES PUBLIQUES

SERVICE ECONOMIE
ET ENVIRONNEMENT

ARRETE n° PREF-DCPP-2013-0363
du 16 septembre 2013
mettant en demeure la société YONNE CONDITIONNEMENT
de respecter certaines dispositions de l'arrêté préfectoral n° PREF-DCLD-2002-0020 du
14 janvier 2002 autorisant la SARL YONNE CONDITIONNEMENT à exploiter un
bâtiment logistique à AUXERRE pour le stockage de papier, et de l'arrêté ministériel du 4
octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations
classées soumises à autorisation

Le Préfet de l'Yonne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le titre 1^{er} du Livre V du Code de l'environnement, et notamment les articles L.511-1 et R.512-33 ;

VU le Livre I du Code de l'environnement, et notamment son article L.171-8 ;

VU les dispositions relatives à la protection contre la foudre de la section III de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n° PREF-DCLD-2002-0020 du 14 janvier 2002 autorisant la société YONNE CONDITIONNEMENT à exploiter un bâtiment logistique à usage de stockage de papier (livres) sur le territoire de la commune d'AUXERRE ;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF-DCDD-2007-229 du 31 mai 2007 portant modification aux conditions fixées à l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé ;

VU le rapport de constatations en date du 7 août 2013 établi par l'inspection des installations classées suite à la visite d'inspection du site le 26 juillet 2013 ;

CONSIDERANT les non-conformités aux dispositions édictées à l'article R.512-33 du Code de l'environnement susvisé ;

CONSIDERANT que l'article L171-8 du Code de l'environnement stipule qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

CONSIDERANT les non-conformités aux dispositions édictées à l'article 18 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation susvisé ;

CONSIDERANT les non-conformités aux dispositions édictées aux articles 7, 10, 30.2, 32.4 et 36.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 janvier 2002 susvisé ;

CONSIDERANT que les non-conformités concernent la protection de l'environnement et la sécurité ;

CONSIDERANT que le respect des prescriptions des arrêtés susvisés est indispensable à la prévention des risques et à la sécurité des installations considérées ;

Sur proposition de Mme la secrétaire générale de la Préfecture ;

A R R E T E

Article 1 : Mise en demeure

En application de l'article L171-8 du Code de l'Environnement, la société YONNE CONDITIONNEMENT, dont le siège est situé rue des Caillottes, Zone Industrielle Plaine des Isles à AUXERRE (89000), est mise en demeure, concernant l'entrepôt de stockage qu'elle exploite à la même adresse sur la commune d'AUXERRE, de respecter :

- sous un **délai de 3 mois**, à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes :

Prescriptions à respecter
Article R.512-33 du Code de l'Environnement, en déclarant au Préfet la modification relative à la mise en place de canalisations de gaz au sein de l'établissement et en analysant les risques et mesures de prévention associées, notamment concernant le risque incendie
Article 18 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, en réalisant l'analyse de risque foudre
Article 7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 janvier 2002, en tenant à disposition des plans et données techniques à jour
Article 10 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 janvier 2002, en justifiant l'entretien du décanteur séparateur d'hydrocarbures
Article 30.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 janvier 2002, en définissant les zones à atmosphère explosive de son établissement
Articles 32.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 janvier 2002, en établissant un plan d'intervention en cas de sinistre

- sous un **délai de 9 mois**, à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 36.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14 janvier 2002, en mettant en place des écrans de cantonnement dans le bâtiment A2.

Article 2 : Sanctions

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code susvisé.

Article 3 – Délai et voie de recours

Le destinataire du présent arrêté peut saisir le tribunal administratif sis 22, rue d'Assas à Dijon d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté. A l'intérieur de ce délai, il peut également saisir le préfet d'un recours gracieux, ou le ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, d'un recours hiérarchique qui n'interrompt en aucune façon le délai de recours contentieux.

Article 3 – Exécution et copies

Mme la secrétaire générale de la Préfecture, Mme la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le directeur de la société Yonne conditionnement et dont une copie sera adressée à :

- M. le maire d'AUXERRE,
- M. le chef de l'unité territoriale de l'Yonne DREAL,
- Monsieur le colonel commandant le groupement de gendarmerie de l'Yonne,
- Monsieur le procureur près le tribunal de grande instance d'Auxerre.

Fait à Auxerre, le 16 SEP. 2013

Pour le Préfet,
La sous-préfète,
Secrétaire Générale,



Marie-Thérèse DELAUNAY

